



ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-Cadre de travaux en vue de la réhabilitation du Centre Pénitentiaire de La Talaudière

Règlement de la consultation

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON
Département des affaires immobilières
19 rue Crepet
69366 LYON CEDEX

Date et heure limites de réception des candidatures

Vendredi 25 janvier 2021 à 12h00

IMPORTANT : En application de l'article R2132-2 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 – DEFINITION DE LA PROCEDURE	4
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	5
1.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
1.5 – NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1 – DUREE DES ACCORDS-CADRES- DELAIS D’EXECUTION	6
2.2 – MONTANT DES ACCORDS-CADRES	6
2.3 – FORMAT DES ACCORDS-CADRES	7
2.4 – VARIANTES, PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OPTIONS	7
2.5 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
2.6 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	7
2.7 – CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	7
2.8 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	7
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES	8
4.1 – GENERALITES	8
4.2 – PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE	8
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES	11
5.1 CRITERE DE SELECTION	11
5.2 NIVEAUX MINIMAUX EXIGES	12
5.3 – INVITATION DES CANDIDATS A SOUMISSIONNER	12
ARTICLE 6 : PRESENTATION DES OFFRES	13
6.1 – GENERALITES	13
6.2 – CONTENU DU DOSSIER D’OFFRE	14
ARTICLE 7 : EXAMEN DES OFFRES	15
7.1 – APPRECIATION DU CRITERE N°1 : VALEUR TECHNIQUE (SUR 60 POINTS)	15
7.2 – APPRECIATION DU CRITERE N°2 : PRIX DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 8 : NEGOCIATIONS	16
ARTICLE 9 : EXIGENCES MINIMALES	16
ARTICLE 10 : CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	17
10.1 – MODE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	17
10.2 – TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	17

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19
11.1 – DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	19
11.2 – DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	19
11.3 – VISITE SUR SITE	19
11.4 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	19

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation **d'accords-cadres mono-attributaires de travaux** en vue de la réhabilitation de l'établissement pénitentiaire de la Talaudière.

Les opérations concernées par les bons de commande et les marchés subséquents passés en application des présents accords-cadres peuvent notamment correspondre à :

- La création de douches en cellule au bâtiment B
- La création de douches en cellule au bâtiment A
- La création de douches en cellule au bâtiment MAF
- La mise en œuvre des opérations de GER
- La mise en œuvre de travaux de modification de construction, d'aménagement, de restructuration, susceptibles d'être réalisés au bâtiment petit quartier.

Lieu(x) d'exécution : le site concerné se trouve dans le ressort géographique de la DISP de Lyon : Centre pénitentiaire de La Talaudière, 607 rue de la Sauvagère, 42350 LA TALAUDIERE.

1.2 – Définition de la procédure

La présente consultation fait l'objet d'une procédure avec négociation définie aux articles L.2124-1 et L.2124-3 et R.2124-1, R.2124-3 et R.2124-4 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'une procédure restreinte.

Pour chaque accord-cadre mono attributaire, l'acheteur limite le nombre de candidats admis à présenter une offre à 3 candidats conformément aux dispositions de l'article R2142-15 et suivants du code de la commande publique.

Les modalités d'organisation de la procédure sont les suivantes :

Phase candidature :

- Envoi de la publicité et mise en ligne du dossier de consultation
- Mise à disposition d'un dossier de plans aux candidats retournant l'engagement de confidentialité signé.
- Réception des candidatures
- Examen des candidatures
- Demande des attestations fiscales et sociales et vérification de la régularité fiscale et sociale
- Choix des 3 candidats admis à présenter une offre
- Envoi des courriers aux candidats non retenus

Phase offre :

- Envoi de l'invitation à soumissionner aux candidats
- Réception des offres initiales*
- Ouverture des offres initiales
- Analyse des offres initiales selon les critères définis ci-dessous
- Organisation d'une séance de négociation**
- Demande des offres finales

- Réception des offres finales
- Analyse des offres finales
- Décision d'attribution - choix de l'offre économiquement la plus avantageuse
- Envoi des courriers aux soumissionnaires non retenus
- Mise au point des accords-cadres
- Signature du marché
- Publication de l'avis d'attribution

*Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter le nombre de tour de négociation si nécessaire.

1.3 - Décomposition de la consultation

Chaque accord-cadre correspond à un lot de travaux :

- Lot 1 : Désamiantage ;
- Lot 2 : Gros-œuvre – Plomberie ;
- Lot 3 : Menuiseries extérieures – Serrurerie ;
- Lot 4 : Menuiseries intérieures ;
- Lot 5 : Peintures – Résine ;
- Lot 6 : Électricité ;

A titre indicatif, les commandes estimées pour la période de comparaison du 1^{er} avril 2021 au 1^{er} avril 2022, sont les suivantes :

Lot	Désignation	Montant
1	Désamiantage	146 000 € HT
2	Gros-œuvre – Plomberie	770 000 € HT
3	Menuiseries extérieures – Serrurerie	238 000 € HT
4	Menuiseries intérieures	78 000 € HT
5	Peintures – Résine	198 000 € HT
6	Électricité	245 000 € HT

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

En application de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.5 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

Lot	Désignation	Code CPV
1	Désamiantage	45262660-5
2	Gros-œuvre – Plomberie	45223220-4 45330000-9
3	Menuiseries extérieures – Serrurerie	45421000-4 44316500-3
4	Menuiseries intérieures	45421000-4
5	Peintures – Résine	45400000-1
6	Électricité	45300000-0

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 – Durée des accords-cadres- Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre prévoit deux reconductions tacites d'une durée de 24 mois conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, cette durée maximale de l'accord cadre est justifiée par l'objet de l'accord cadre : des prestations de travaux dans le cadre d'un schéma pluriannuel d'investissement supérieur à 4 ans. En effet la réalisation de ce schéma implique la réalisation de travaux pour des opérations sur une durée largement supérieure à 4 ans.

Le commencement des prestations est prévu en avril 2021.

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché seront fixés dans les bons de commande et les marchés subséquents.

2.2 – Montant des accords-cadres

Il s'agit d'accords-cadres à marchés subséquents et à bons de commande sans minimum, ni maximum.

2.3 – Format des accords-cadres

Chaque accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique (accord-cadre mono-attributaire).

Un même opérateur économique pourra être attributaire de plusieurs accords-cadres.

2.4 – Variantes, Prestations supplémentaires Options

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas de prestations supplémentaires éventuelles.

L'accord cadre prévoit l'option suivante : La durée initiale de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de sa notification. L'accord cadre peut être reconduit deux fois pour une durée de 24 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues est de 96 mois.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.6 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : Budget d'investissement du Département des Affaires Immobilières de la DISP de Lyon.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.7 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2113-12 à L2113-16 du code de la commande publique.

2.8 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les documents transmis par la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés par les candidats et le Titulaire.

Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la notification de la décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent. »

A titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus ».

NOTA : L'ensemble des clauses générales relatives à la sûreté pénitentiaire sont annexées au dossier de consultation. Rassemblées dans le « Cadre de sûreté », elles sont contractuelles. Le Cadre de sûreté ne s'oppose pas à ce que des clauses plus précises et, ou plus spécifiques soient mentionnées dans les autres pièces du marché.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Relativement à la procédure :
 - Le règlement de la consultation commun à tous les lots ([RC-commun](#)) et ses annexes ;
- Relativement à l'accord-cadre :
 - Les Actes d'Engagement des accords-cadres spécifiques à chaque accord-cadre ([AE-AC-01 à AE-AC-06](#))
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières des accords-cadres ([CCAP-commun](#)) commun à tous les lots ;
 - Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières spécifiques à chaque accord-cadre ([CCTP-01 à CCTP-06](#)) et leurs annexes éventuelles ;
 - Les Bordereaux des Prix Unitaires ([BPU-01 à BPU-06](#)) spécifiques à chaque accord-cadre ;
 - Les Décompositions du prix global et forfaitaire des missions témoins ([DPGF MT-01 à DPGF MT-06](#))
 - Le document de présentation de la mission témoin commun à tous les lots

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr et sous l'appellation « 2020_ACTRX_CPSTE »

Il est rappelé aux candidats que le téléchargement anonyme les prive des informations éventuellement transmises durant la période de remise des offres. Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures ou des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures

4.1 – Généralités

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

4.2 – Pièces relatives à la candidature

Le candidat dénommé « équipe candidate » est composé d'un mandataire et de cotraitants, qui sont membres du groupement, et de prestataires qui, sans être membres du groupement, seront chargés d'une partie de son exécution (sous-traitant présenté au stade de la candidature avec déclaration de sous-traitance et/ou opérateur lié).

Le candidat devra produire pour ces prestataires les mêmes documents que ceux exigés dans le présent avis afin de justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Il devra également justifier qu'il dispose des capacités de ces prestataires pour l'exécution du marché par tout moyen approprié (déclaration de sous-traitance et/ou engagement concernant l'opérateur lié).

Dans le cas d'une remise sous forme DC1+DC2 (ou équivalents), chaque opérateur économique au sein de l'équipe candidate (cotraitant ou autre opérateur) doit remettre un dossier de candidature comportant :

1. Un exemplaire de la lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent), présentant le candidat ou le groupement candidat, signée par une personne habilitée à engager le candidat ou le groupement candidat. L'habilitation de la personne devra être justifiée. **En cas de groupement, sera annexé à cette lettre la ou les habilitation(s) originale(s) du mandataire** dûment signée(s) par les personnes habilitées à engager ses cotraitants.
2. Le formulaire DC2 (ou équivalent) complété pour chaque société membre de l'équipe candidate, accompagné éventuellement du jugement de redressement judiciaire.
3. L'engagement justifiant qu'il dispose des capacités de prestataires (sous-traitants, opérateurs liés) pour l'exécution du marché (le cas échéant).

Les formulaires de déclaration du candidat (DC) sont accessibles sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les renseignements concernant la capacité économique et financière

1. Un tableau exposant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité réalisés ces trois dernières années (indication pouvant être portée au formulaire DC2)
2. La preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle et d'une assurance décennale en cours de validité.

Les renseignements concernant la capacité technique et professionnelle

Nota : pour la présentation de la capacité technique et professionnelle, le pouvoir adjudicateur met à disposition des opérateurs économiques une annexe type permettant de présenter les renseignements essentiels

1. Conformément à l'article R2142-13 du Code de la commande publique, le candidat indiquera les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché.

Lot	Désignation	Qualification
1	Désamiantage	Sans objet
2	Gros-œuvre – Plomberie	Qualibat 5113

		Qualibat 5313
3	Menuiseries extérieures – Serrurerie	Qualibat 4413
4	Menuiseries intérieures	Qualibat 4312
5	Peintures – Résine	Qualibat 6113
6	Électricité	Qualifelec MGTI C2 (Installations Électriques)
		Qualifelec CFMGTI3 C2 (Courants faibles MGTI)
		Qualifelec CF3 C2 (Courants faibles)
		Qualifelec E2 C2 (Installations Électriques)

2. Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée à l'opération.

3. Références :

Pour le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) le candidat répond, il présentera 3 références les plus significatives en matière travaux pour des opérations de taille, nature et complexité équivalentes, en détaillant pour chacune d'elles le nom du maître d'ouvrage, l'importance et la complexité de l'opération, l'année de sa réalisation, la mission effectuée. Les références auront été exécutés au cours des 5 dernières années.

Le pouvoir adjudicateur privilégiera les références d'opérations de réhabilitation, en site occupé (sites sécuritaires, ou hospitalier).

Par application de l'article R.2144-5 du CCP, l'acheteur ayant limité, pour la présente consultation, le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, il opère les vérifications mentionnées à l'article R.2144-4 du CCP, avant envoi de l'invitation à soumissionner.

A ce titre, les candidats retenus pour la phase offre sont tenus de fournir dans un délai raisonnable et identique pour tous, les pièces justificatives suivantes :

1. Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du CCP.
2. Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP.
3. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.
4. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
5. Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

6. Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion comme prévue suffisante attendant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.
7. Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Article 5 : Sélection des candidatures

5.1 Critère de sélection

Après examen de la recevabilité de leur candidature, les candidats seront classés selon le critère unique suivant :

Capacité professionnelle et technique, évaluée au regard de la qualité et de la pertinence des références, et des moyens présentés.

5.2 Niveaux minimaux exigés

L'acheteur fixe des niveaux spécifiques minimaux suivants :

Niveau minimal exigé de capacité économique et financière :

Le chiffre d'affaires annuel minimum de l'équipe candidate sur le dernier exercice disponible pour chaque lot est décomposée comme suit :

Lot	Désignation	Niveau minimum de capacité économique et financière
1	Désamiantage	300 000 €
2	Gros-œuvre – Plomberie	1 500 000 €
3	Menuiseries extérieures – Serrurerie	500 000 €
4	Menuiseries intérieures	200 000 €
5	Peintures – Résine	400 000 €
6	Électricité	500 000 €

Le Chiffre d'affaires annuel minimum de l'équipe candidate est égal à la somme des Chiffres d'affaires sur le dernier exercice disponible de l'ensemble des cotraitants, sous-traitants régulièrement déclarés et opérateurs liés si est joint une preuve de leur existence dans l'équipe.

Niveau minimal exigé de capacité technique et professionnelle :

L'équipe candidate présentera des capacités techniques et professionnelles suivantes :

Lot	Désignation	Effectif minimum (Classification Effectif Moyen Annuel)
1	Désamiantage	EFF 4 minimum
2	Gros-œuvre – Plomberie	EFF 8 minimum
3	Menuiseries extérieures – Serrurerie	EFF 8 minimum
4	Menuiseries intérieures	EFF 8 minimum
5	Peintures – Résine	EFF 8 minimum
6	Électricité	EFF 4 minimum

Pour le lot 1, en complément de la demande relative aux effectifs, il est demandé l'élément suivant :

Lot	Désignation	Capacité technique et professionnelle minimum
1	Désamiantage	Attestation de formation SS4

Pour chaque accord cadre, seuls les 3 meilleurs candidats sélectionnés seront invités à soumissionner et à transmettre une offre initiale.

5.3 – Invitation des candidats à soumissionner

Conformément aux dispositions de l'article R2144-8 du code de la commande publique, à la suite de l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur invitera simultanément et par écrit les 3 candidats admis à soumissionner. La date d'envoi des invitations à soumissionner mentionnée dans l'avis de publicité est indicative.

Article 6 : Présentation des offres

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade,

il n'est pas attendu de pièce relevant de l'offre.

Aucun acte d'engagement, mémoire ou prix n'est attendu.

Dès lors, la composition du dossier offre détaillée ci-dessous concernent les seuls candidats dont la candidature aura été sélectionnée.

6.1 – Généralités

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.2 – Contenu du dossier d'offre

Chaque soumissionnaire aura à produire :

- L'acte d'engagement (A.E.) spécifique à chaque lot et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat, à accepter sans aucune modification, à dater et à signer ;
- Le bordereau des prix unitaires spécifique à chaque lot (BPU AC)
- Les décompositions globales et forfaitaires (DPGF) au regard du descriptif de la mission témoin.
- Un mémoire justificatif technique de l'accord cadre (MJ AC) au regard du descriptif de la mission témoin. Le mémoire sera spécifique à chaque lot et justifiera les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra les éléments suivants :

Élément 1 : une note relative aux moyens humains et matériels

Cette note présentera :

- 1) Les moyens spécifiquement affectés à l'exécution des prestations objet de la présente consultation. Il sera joint : les CV de l'ensemble des intervenants, ainsi qu'un organigramme opérationnel.
- 2) Les moyens mis en place pour palier à un retard, pour assurer la continuité en cas de congés ou d'absence des intervenants
- 3) Les moyens mis en place pour le suivi des interventions en phase de levées des réserves et parfait achèvement.

Élément 2 : une note relative à l'organisation de chantier

Cette note présentera :

- 1) La méthodologie mise en place pour l'exécution des prestations en site occupé contraint. Il sera développé :
 - Le phasage détaillé des étapes de réalisation ;
 - Les dispositions prises afin d'assurer la protection des ouvrages existants ;
 - Les dispositions prises afin d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement ;
 - Les dispositions prises afin de limiter les nuisances (sonores et de l'empoussièrement) vis-à-vis des utilisateurs.
- 2) L'organisation des installations de chantier :
 - La localisation des installations de chantier et les conditions d'accès ;
 - L'identification des zones de stockages ;

Élément 3 : une note justificative concernant la qualité et la provenance des équipements et matériaux mis en œuvre

Cette note présentera :

- 1) Les justifications argumentées concernant la qualité et la provenance des équipements et matériaux mis en œuvre.
- 2) Les fiches techniques adaptées permettant d'apporter les justifications.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 7 : Examen des offres

Pour l'ensemble des lots, les critères d'attribution intervenant pour le classement des offres de l'accord-cadre sont les suivants, et sont pondérés de la manière suivante :

Critère et sous-critère		Pondération
Critère 1	Valeur technique	60 %
<i>Sous-critère 1</i>	<i>2.1 Qualité des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de l'accord-cadre et de la mission témoin au regard de l'élément 1 du mémoire technique</i>	<i>20 %</i>
<i>Sous-critère 2</i>	<i>2.2 Qualité des mesures prises pour l'organisation de chantier au regard de l'élément 2 du mémoire technique</i>	<i>30 %</i>
<i>Sous-critère 3</i>	<i>2.3 Qualité des produits et des matériaux au regard de l'élément 3 du mémoire technique</i>	<i>10 %</i>
Critère 2	Prix des prestations	40 %

7.1 – Appréciation du Critère n°1 : Valeur technique (sur 60 points)

La valeur technique sera appréciée au vu du mémoire justificatif technique de l'accord cadre (MJ AC) au regard du descriptif de la mission témoin établi par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. Chaque sous-critère sera noté de 1 à 5 de la façon suivante :

- Proposition très satisfaisante, standard très élevé : 5 points
- Proposition satisfaisante, standard élevé : 4 points
- Proposition correcte, présence de quelques observations mineures : 3 points
- Proposition acceptable mais présence d'observation : 2 points
- Proposition peu satisfaisante : 1 point

Le nombre de points sera pondéré en fonction du nombre de points attribué au sous-critère. Ainsi :

- Pour une pondération de 10, la note pondérée sera égale à $10/5 \times$ la note brute obtenue.
- Pour une pondération de 20, la note pondérée sera égale à $20/5 \times$ la note brute obtenue.
- Pour une pondération de 30, la note pondérée sera égale à $30/5 \times$ la note brute obtenue.

La note est arrondie à un chiffre après la virgule par arrondi arithmétique.

La note globale obtenue pour le critère 1 sera obtenue par la somme des notes obtenues pour les trois sous-critères.

7.2 – Appréciation du Critère n°2 : Prix des prestations (sur 40 points)

Pour chaque lot, la méthode utilisée pour la notation du critère prix des prestations est la suivante :

$$\text{Note de l'offre } i = \left(\frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre } i} \right) \times 40$$

- Montant de l'offre la moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

La note est arrondie à un chiffre après la virgule par arrondi arithmétique.

La note globale, par entreprise, sera obtenue par la somme algébrique de chacune des notes arrondies à un chiffre après la virgule obtenues pour chacun des critères. Elle sera notée sur 100 et permettra le classement des offres.

Article 8 : Négociations

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales :

- S'il décide de ne pas négocier et d'attribuer sur la base des offres initiales, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.
- S'il décide de négocier, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation se déroule avec tous les soumissionnaires.

La négociation se fait sous la forme d'une ou de plusieurs rencontres physiques, ou par le biais d'échanges téléphoniques (confirmés par écrit), ou par courriel. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les offres finales ne feront pas l'objet d'une négociation.

Les négociations peuvent porter sur l'ensemble des éléments du marché et des offres initiales transmises à l'exclusion des exigences minimales définies à l'article 9 du présent règlement.

Article 9 : Exigences minimales

Les exigences minimales que les offres doivent respecter, selon les dispositions de l'article R2161-13 du Code de la Commande Publique sont les suivantes :

L'objet du marché telle que définie par le CCAP et rappelé par le présent règlement de consultation.

Article 10 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures sur la page de garde du présent document.

Les dates de remises des offres initiales et finales seront précisées ultérieurement aux seuls candidats invités à remettre une offre.

10.1 – Mode de remise des candidatures et des offres

Les candidats doivent impérativement choisir pour leur réponse la transmission par voie dématérialisée sur le profil acheteur du maître d'ouvrage, à l'adresse URL suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au maître d'ouvrage.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé

10.2 – Transmission de la copie de sauvegarde

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (Annexe 6 Code de la Commande Publique), la candidature ou l'offre peut être doublée d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Accord-cadre de travaux pour les opérations immobilières du Centre Pénitentiaire de la Talaudière

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli scellé portant les mentions obligatoires suivantes :

<p style="text-align: center;">Candidature ou offre pour :</p> <p style="text-align: center;">Accord-Cadre de travaux en vue de la réhabilitation du Centre Pénitentiaire de La Talaudière</p> <p style="text-align: center;">Lot n°XX</p> <p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS</p> <p style="text-align: center;">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p style="text-align: center;">(RAISON SOCIALE DU CANDIDAT)</p>

En cas d'envoi par courrier recommandé avec accusé de réception, le pli devra être envoyé à l'adresse suivante :

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON
Département des affaires immobilières
19 rue Crepet
69366 LYON CEDEX

En cas de dépôt contre récépissé, le pli devra être déposé à l'adresse suivante :

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON
Département des affaires immobilières
19 rue Crepet
69366 LYON CEDEX

Les copies de sauvegarde pourront être réceptionnées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

Les copies de sauvegarde remises, ou dont l'avis de réception serait délivré, après la date et l'heure limites précitées ou remises sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenues

Article 11 : Renseignements complémentaires

11.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

11.2 – Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

11.3 – Visite sur site

La visite du site pourra être réalisée par les candidats invités à remettre une offre. Les conditions de réalisation de cette visite seront communiquées ultérieurement à l'ensemble des candidats concernés.

11.4 – Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69003 Lyon

Les voies et délais de recours ouverts aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA soit 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Un recours de pleine juridiction peut être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.